

JOKKOO

Agence de Consulting et d'exécution
HLM 2 N° 522 DAKAR. BP : 16 566 DAKAR FANN
TEL : 825 79 29
EMAIL : JOKKOOCONSULTING@HOTMAIL.COM

RAPPORT D'ENQUETES DE TERRAIN POUR LA VALIDATION DES REQUETES SOUMISES AU FONDS MICRO-PROJETS COOPLUX 2004

Pour le compte de la

MISSION DE LA COOPERATION
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
A DAKAR



Juillet 2004.

1. RESUME

La première session du comité de sélection des projets du fonds micro-projets Cooplux 2004 a retenu 17 projets. Ce rapport présente les conclusions issues des enquêtes de vérification des données contenues dans les requêtes.

Les projets qui ont été visités se listent ainsi qu'il suit :

N° Dossier	Montant sollicité	Nom de projet	Région
73	4 725 300	Projet d'amélioration de la prise en charge personnes déficientes	Dakar
36	4 346 250	Projet d'alphabétisation de transition en mancagne	Ziguincho
79	5 000 000	Réhabilitation de la case de santé de Mbeubeuss	Dakar
104	4 998 500	Ferme villageoise intégrée de Ndiné	Thiès
41	5 000 000	Projet de renforcement des connaissances et pratiques en nutrition	Dakar
68	4 115 000	Projet d'ouverture du bureau conseil	Dakar
37	2 205 500	Projet de création d'école maternelle	Dakar
75	4 983 000	Projet d'insertion des handicapés de Yeumbeul	Dakar
10	4 877 000	Projet d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion	Dakar
6	4 975 500	Projet de régénération du couvert végétal et de restauration des sols	Thiès
69	3 405 000	Projet d'amélioration de l'école	Thiès
63	5 000 000	Projet de mise en place d'un réseau de journalistes	Dakar
83	1 700 000	Projet de renforcement des capacités des femmes teinturières	Dakar
132	5 000 000	Projet de consolidation des initiatives économiques et sociales	Dakar
3	4 994 000	Renforcement et soutien au Centre d'Appui Scolaire et Educatif	Fatick
67	5 000 000	Actualisation de la base de donnée et du répertoire cartographique	St. Louis
102	5 000 000	Initiative Fouta 2004.	Dakar

Nom du projet : Ferme villageoise intégrée de Ndiné. (volet maraîchage)

Promoteur : GIE Takku Ligguey.

Dossier n° 104

Montant sollicité : 4 998 500 f

Les promotrices jouissent d'une bonne image dans la localité. Les mécanismes de mises en œuvre sont définis. Leur pertinence et leur faisabilité ne souffrent d'aucun doute. Aucune coloration politique, religieuse ou ethnique n'est perçue. Les femmes ont fait montre d'une expérience avérée en maraîchage et en organisation.

Les personnes rencontrées ont un niveau de maîtrise du projet satisfaisant. Les autorités locales sont directement impliquées et jouent le rôle de conseillers et d'encadreurs. Le projet étant intégré, sa réussite (volet maraîchage) permettra de relancer les autres volets (arboriculture, embouches bovines, etc).

Nous avons pu observer diverses acquisitions dont un terrain d'une superficie de onze hectares, accessible et traversé par une conduite d'eau : ce qui facilite la pose du robinet prévu dans le cadre du projet. Le forage est fonctionnel. La visite a coïncidé avec la mise en fonction de l'électrification du forage. L'eau sera ainsi vendue moins cher au femme. Un château d'eau réalisé par les femmes servira de secours en cas de panne du forage.

Les populations sont engagées dans le projet et sont favorables à sa réalisation. Pour ce qui est de la reconnaissance officielle, le certificat d'inscription au registre de commerce et le récépissé du GIE existent.

CONCLUSION.

Compte tenu de l'engagement et l'expérience des promotrices, le projet mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- Mame Diarra Amar, *Présidente du GIE*
- Khady Diop, *vice Présidente,*
- Bara Faye, *personne contact du projet.*
- Fatou Amar, *membre du GIE,*
- Madina Amar, *encadreur,*
- Arame Ba, *secrétaire général,*
- Coumba Senghor, *secrétaire générale adjoint,*
- Khoustata Gaye, *trésorière,*
- Gamou Diouf, *encadreur,*
- Serigne Modou Amar, *Chef de village, imam,*

Nom du projet : Actualisation de la base de données et du répertoire cartographique des acteurs de la vallée du fleuve Sénégal

Promoteur : Diapanté.

Dossier n° 67

Montant sollicité : 5 000 000 f

Le promoteur jouit d'une bonne image. Les mécanismes de mises en œuvre sont pertinents et bien conçus. Aucune coloration politique n'est perçue à travers les entretiens. L'ONG assure le secrétariat de la cellule régionale du Conseil des ONG du Sénégal (CONGAD).

Les différentes personnes rencontrées et membres de l'ONG ont une parfaite maîtrise du projet. Le coordonnateur de la cellule régionale du Congad, commanditaire du projet, est impliqué et atteste le sérieux de l'ONG Diapanté, et sa capacité à réaliser un tel travail dans les délais. L'ONG est officiellement reconnue. Elle bénéficie d'un agrément et d'un NINEA.

Nous avons pu vérifier les réalisations des promoteurs en l'occurrence,

- des outils de collecte de données
- l'identification des relais au niveau départemental
- l'information des autorités impliquées des quatre départements cibles.

Ces réalisations montrent le caractère professionnel de la structure. Les investissements et ressources ont également été vérifiées.

Différentes structures dont l'Agence Régionale de Développement, la SAED (Société d'Aménagement des Eaux du Delta), les départements de Dagana, de Podor, de Matam et de Bakel, le Programme intégré de Podor sont informées du projet et en sont des acteurs engagés.

CONCLUSION.

Compte tenu du caractère scientifique du projet et de son utilité pour la communauté nous estimons qu'il mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- Alain Kasriel, *Délégué de l'ONG Diapanté,*
- Amadou Abdou Diop, *Informaticien,*
- Dieynaba Diop, *Secrétaire comptable,*
- Samba Ka, *Coordinateur cellule régionale CONGAD.*

Nom du projet : Projet d'appui à la Formation et à l'Insertion des jeunes filles et garçons
Promoteur : Association d'Appui à la Formation Professionnelle Koundam (AAFPK)
Dossier n° 10
Montant sollicité : 4 850 000 f

Le promoteur principal, Monsieur Ibrahima Barry, président de l'association d'Appui à la Formation Professionnelle Koundam est aussi président de la section couture de la Fédération des professionnels de l'habillement au Sénégal.

Le Centre de Formation a été créé en 1994. Le 17 juillet 2004, sera fêtée sa quatrième promotion sous la présidence de Madame Le Ministre de la Famille et de la Solidarité Nationale. Le centre dispose d'un encadrement compétent qui est souvent appelé à intervenir dans d'autres structures de formation plus nanties (Centre Socioculturel des Parcelles Assainies, Centre de Lecture et d'Animation Culturelles de Sacré Cœur, Centre de Formation Professionnelle de l'Association d'Entre-Aide des Protestants du Sénégal, etc.).

Il dispose d'outils de gestion assez fiables, de procédures comptables et administratives claires. Il jouit d'une notoriété certaine et est bien intégré dans sa communauté avec un appui et une reconnaissance des autorités municipales et administratives. La structure est officiellement reconnue. Les promoteurs maîtrisent parfaitement le projet. Le maire de la localité est impliqué dans le projet.

Les réalisations déclarées par le promoteur sont effectives. La structure a aussi comme perspectives de développer d'autres filières (électricité, froid, horticulture,) et de s'étendre dans les régions (Kaolack et Thiès). Le projet bénéficie d'autres partenaires en terme de placement de jeunes, de stages, de formation, d'appui technique.

CONCLUSION.

Le projet dispose de promoteurs engagés et expérimentés. Il mérite d'être financé.

Personnes contactées :

- **Ibrahima Barry,** *Président,*
- **Rokhaya Ngom,** *Monitrice dans le centre,*
- **Mamadou Cissé,** *Secrétaire Général de l'association,*
- **Youssoupha Barry,** *administrateur du centre,*

**Nom du projet : Projet de renforcement des capacités des femmes teinturières de
MESSERE pour un développement communautaire durable « PFTM »**

Promoteur : GIE MESSERE

Dossier n° 83

Montant sollicité : 1 700 000 f

Il s'agit d'un groupement de 30 femmes qui regorge de beaucoup de potentialités, dans quartier de Thiaroye. Il a déjà initié plusieurs activités génératrices de revenus à une échelle réduite. Les membres ont eu à prendre elles-mêmes en charge les frais de formation dans divers domaines tels que la fabrication du savon et des produits pour le cuir chevelu, le micro jardinage, etc.

A l'approche des fêtes religieuses, elles s'organisent pour avoir des denrées et condiments à vendre. D'ailleurs, ce sont les recettes de ces activités qui leur ont permis de faire face aux frais liés à la constitution de leur GIE.

Les membres de ce GIE ont mis en place un système de prêt tournant sur la base d'une cotisation mensuelle individuelle de 250 FCFA. Elles sont fortement impliquées et se réunissent le 9 de chaque mois. Les promotrices ont déjà suivi une formation en alphabétisation qu'elles sont jugées insuffisantes. Le GIE dispose d'une banque de manuels qu'elle met à la disposition de ses membres, contre versement d'un forfait symbolique de 50 f par ouvrage et pour un prêt de 15 jours.

Les promotrices maîtrisent parfaitement le projet. La reconnaissance légale est effective. Les membres du GIE sont toutes engagées dans le projet. Les réalisations et matériels décrits par le promoteur sont vérifiés et sont effectifs.

CONCLUSION.

De ce qui précède, nous recommandons le financement de ce projet avec un appui en gestion et en alphabétisation.

Personnes contactées :

- Madame Coumba Abdoul SY, *Présidente,*
- Ramata Ndiaye, *trésorière,*
- Khady Sylla, *secrétaire*

*reçu
Prvoir des pouki*

Nom du projet : Initiative Fouta 2004 « Excision SIDA Stop »

Promoteur : Ngaari Laaw

Dossier n° 102

Montant sollicité : 5 000 000 f

non.

Comme facteur de réussite, le dynamisme du promoteur et son expérience de ce genre d'organisation constituent les principaux atouts.

Le GIE bénéficie d'une reconnaissance officielle. Le promoteur en assure la direction. Le projet est en cours de réalisation avec un autre partenaire hollandais. Les promoteurs sont en train de procéder à des auditions pour sélectionner des chants et réaliser un clip vidéo sur le thème du Sida et de l'excision.

Les impacts réels du projet ne sont pas assurés. En terme de pérennisation, il ne semble pas que les actions envisagées puissent permettre un autofinancement.

Le promoteur déclare qu'à la réception du financement de la Mission de la Coopération, d'autres activités du projet seront engagées telle qu'une tournée dans le Matam.

Personnes contactées :

- **Abou Thiam,** *promoteur du projet, Directeur de Ngaari Laaw*
- **Amadou Ndaw,** *animateur culturel,*

Nom du projet : Projet d'école.
Promoteur : Ecole Ndoucoumane. Département de Thiès.
Dossier n° 69
Montant sollicité : 3 405 000 f

Non.

Le promoteur principal Monsieur **Douffar Dione**, directeur de l'école, est bien perçu par son entourage proche et surtout le comité de gestion de l'école et le bureau de l'Association des Parents d'Elèves avec qui il collabore.

Le comité de Gestion de l'Ecole et l'Association des Parents d'Elève sont bien informés du projet. Les différents membres sont au courant du projet dans ses grandes lignes.

Cependant, le chef de village, Monsieur **Mamour Fall**, n'était ni impliqué, ni mis au courant du projet jusqu'à notre arrivée. Il souhaite toutefois le financement de ce projet qui sera bénéfique pour le village. Il n'a pas été impliqué dans le projet antérieur de l'école financé par la Chine. Il demande à ce qu'il y ait une pleine transparence dans la gestion des fonds.

Les recettes issues du projet vont alimenter la caisse de la coopérative de l'Ecole. Cette caisse finance les frais d'entretien, réparation de mobilier et fonctionnement de la cantine scolaire. 80 élèves bénéficient des services de la cantine avec une cotisation de 1000 f par an et des dons de denrées du Ministère de l'Education Nationale.

Les réalisations du promoteur sont visibles. Le comité de gestion est entreprenant et vient d'inaugurer le 22 juin 2004 avec l'ambassadeur de Chine, le Sous préfet, l'Inspecteur d'Académie, un projet de 7 millions financé par la Chine et qui comprenait l'édification du mur de l'école, la construction de 5 toilettes et l'adduction d'eau.

Le promoteur n'a d'autres ressources pour le projet et pour l'entretien de l'école que les cotisations des élèves (500 f par an) et une cotisation exceptionnelle de 200 f par élève. Il déclare s'investir dans le projet pour un montant de 256 750 cfa.

CONCLUSION.

Le projet dispose de promoteurs engagés et expérimentés. Il peut être utile pour le développement de l'école. Il mérite d'être financé.

Il faudra cependant assurer une transparence dans l'utilisation des fonds octroyés et l'implication du chef de village dans la gestion.

Personnes contactées :

- **Douffar Dione,** *Directeur de l'école Ndoucoumane,*
- **Ousseynou Bane,** *Président Association des Parents d'Elèves,*
- **Madame Mbathio Khoulé,** *membre APE, représentant les GPF*
- **Mamour Fall,** *Chef de village,*
- **Amadou ,** *jeune, ancien élève de l'école,*

Nom du projet : Projet de renforcement et soutien au Case de Niakhar.

Promoteur : Association pour un Développement par l'Education.

Dossier n° 03

Montant sollicité : 4 994 000 f

La mission s'est déroulée en deux phases : La première phase, entretien à Dakar avec le promoteur, Secrétaire Général de l'ADPE. La deuxième phase, une visite de terrain à Niakhar.

Les différentes phases de la mission de vérification ont permis de dresser l'état des lieux du local devant abriter le projet et l'engagement du promoteur du projet et des bénéficiaires. L'ONG ADPE cherche à établir une articulation entre l'Education formelle et l'Education non formelle. Le projet polarise 15 établissements scolaires de Niakhar.

Les trois conditions préalables recommandées par la Mission de Coopération du Grand-Duché de Luxembourg ont pu être vérifiées :

- **La finalisation de la réfection du local.** Le problème de l'étanchéité est entrain d'être réglé par les Eclairiers avec la pose de revêtement goudronné (Pax allu 40) au chalumeau, les travaux sont effectués à 90% et devraient être achevés dimanche ou lundi 12 juillet 2004, au plus tard. Le problème qui demeure à ce niveau est celui de l'électrification.
- **La formalisation des accords :** Un protocole d'accord est signé entre ADPE, le Groupe Local des éclaireurs de Niakhar et le Centre de Formation des Jeunes. Un protocole de collaboration est signé entre ADPE et le Commissaire Général des EEDS.
- **La participation communautaire :** Cette question est déjà réglée par la tenue de l'atelier de partage et d'échange le 3 décembre 2003 à Niakhar.

Les mécanismes de mise en œuvre du projet existent et sont précis. La mise en œuvre du projet s'appuie sur un animateur et des pairs relayeurs environ 40 à 50 qui travaillent autour de centres d'intérêt. ADPE s'engage à transférer des compétences au Centre de Formation des Jeunes de Niakhar afin d'assurer la pérennité de la dynamique.

D'après les responsables et partenaires locaux rencontrés à Niakhar, le projet vient à son heure pour plusieurs raisons :

- Le niveau de l'éducation a beaucoup régressé,
- La déperdition scolaire et ses corollaires sont accentués,
- Le local souffre de manque d'équipement et de raccordement en eau courante,
- Les activités scouts demandent d'être soutenues,

CONCLUSION.

Les conditions avancées par la Mission de la Coopération étant réunies, nous estimons que le projet mérite d'être financé.

Personnes contactées :

- | | | |
|-------------------|---------|-----------------------------|
| • Malick | DIOP | S.G. ADPE |
| • Ousmane | DASYLVA | Ouvrier |
| • Mamadou Ousmane | DIAGNE | Chef CERP |
| • Sokhna | FAYE | Responsable Centre Emmanuel |
| • Francis | DIOUF | Responsable EEDS |
| • Mamadou | NGOM | Directeur CFJ. |

*- Vérifier si c'est la comité
de base qui gère
directement les fonds.*

Nom du projet : Projet de réhabilitation de la case de santé de Mbeubeuss.

Promoteur : GIE Bokk Diom des recycleurs de Mbeubeuss.

Dossier n° 79

Montant sollicité : 5 000 000 f

Le GIE BOKK DIOM des recycleurs de Mbeubeuss regroupe des personnes intervenant dans la décharge publique de Mbeubeuss avec des actions de récupération et de recyclage. Il concentre une population de 800 personnes selon les promoteurs. Le GIE est hébergé au niveau de la Maison Communautaire des recycleurs qui comporte un volet case de santé et développe des actions de formation à destination des jeunes recycleurs : formation à la mécanique générale, coupe et couture, menuiserie. La case de santé assure des soins de santé primaires et même des hospitalisations. Le projet comporte un intéressement financier du personnel sanitaire, une construction et équipement de salles de soins et de hall d'attente.

Les promoteurs sont l'équipe dirigeante du GIE. Ils collaborent avec l'Infirmier chef de poste qui vient de faire 1 an et 4 mois à Mbeubeuss. Ils ont une bonne maîtrise du projet et montrent un engagement évident. Les promoteurs sont appuyés par Enda Ecopole, soutien à la conception du projet et dont le coordonnateur Audiovisuel, Monsieur Amadou Diallo, assure une coopération suivie dans tous leurs programmes.

Le Maire de Malika, Monsieur Momar Gadiaga, déclare être tenu informé du projet et avoir déjà collaboré avec le GIE. La municipalité a déjà donné son accord pour l'octroi d'un terrain pour l'édification d'une maternité. L'Infirmier Chef de Poste affirme même que la famille du maire vient se soigner dans la case de santé de Mbeubeuss.

CONCLUSION.

Le projet bénéficie de structure d'accueil, de promoteurs engagés, de soutien de l'autorité municipale. Il mérite d'être financé.

Cependant, le budget présenté, comme la plupart des budgets, devra être redéfini.

Personnes contactées :

- Assane Sene, *Président,*
- Moda Ndiaye, *Vice Président,*
- Abdoul Aziz Seck, *Secrétaire Général,*
- Félix Mendy, *trésorier général,*
- Mbaye Diagne Mbodj, *organisateur,*
- Mohamadou Lamine Camara, *Infirmier Chef de poste,*
- Momar Gadiaga, *Maire de Malika,*
- Amadou Diallo, *Coordonnateur Audiovisuel de Enda Ecopole,*

Nom du projet : Projet de mise en place d'un réseau de journalistes.

Promoteur : Comité de lutte contre les violences faites aux femmes.

Dossier n° 63

Montant sollicité : 5 000 000 f

Non

Les promoteurs maîtrisent le projet soumis à la Mission de la Coopération et démontrent d'un engagement certain. Le comité est fort d'une grande expérience dans son domaine : Lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes et aux enfants (violences physiques, morales, psychologiques, sexuelles, économiques, etc.). Le projet ne présente pas de couleur partisane ou politique.

Le comité de lutte est une association hébergée par l'ONG RADI. La structure est dotée d'une permanente, juriste de formation, qui est la coordinatrice. La Présidente du comité, bénévole, est coordinatrice de programme au Radi.

Le comité dispose de reconnaissance officielle légale, récépissé N° 11083/MINT/DAGAT/DEL/AS et dispose d'un compte bancaire logé à la BICIS à Dakar.

Le comité de lutte, promoteur du projet, est composé d'une quinzaine d'association et d'ONG et d'individualités. Le comité collabore avec quelques organes de presse (TV5, RTS, des radios privées de la place), le Syndicat des professionnels de la Communication, l'APAC. Il a eu à bénéficier, en septembre 2001, du soutien du PANOS pour l'organisation d'une marche qui a abouti à la remise au chef de l'Etat de doléances des femmes.

Le projet bénéficie d'une contribution du demandeur et est déjà appuyé. La participation du Global Fund For Women d'une valeur de 10 000 dollars est attestée par une lette du 29 janvier 2004.

CONCLUSION

Le projet bénéficie de structure d'accueil, de promoteurs engagés et maîtrisant leur domaine, d'une participation financière déjà versée. Il mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- Madame Oulimata Gaye, *présidente du Comité,*
- Madame Fatou Bintou Thioune, *coordonnatrice,*
- Un agent de PANOS,

Nom du projet : Projet d'amélioration de la prise en charge des personnes déficientes

Promoteur : Association ESTEL

(Education Spécialisée Technique d'Expression et de Loisirs).

Dossier n° 73

Montant sollicité : 4 725 300 f

La mission de vérification pour le projet de l'association ESTEL sis à la Cité ASECNA de Ouakam a consisté en une rencontre avec Madame Estelle Corval promotrice du projet et l'examen de quelques supports pédagogiques utilisés par l'institution scolaire qu'elle dirige. Nous avons pu par ce biais recueillir un certain nombre d'informations.

Les pièces administratives et juridiques du projet n'ont pas pu être consultées parce qu'elles étaient détenues par un autre membre de la structure. La promotrice n'a pas pu nous donner de preuve de l'existence d'un compte bancaire (chéquier, relevé de compte bancaire...) pour les mêmes raisons. Nous pensons toutefois que la publication de la reconnaissance de l'association au journal officiel (voir en annexe dans le projet) et ses différents partenaires comble le déficit de preuves.

Sur place nous avons pu vérifier l'existence

- d'un véhicule de transport d'élèves: une Mercedes 508 du type « Ndiaga Ndiaye »,
- de divers manuels et livrets, jeux...
- des infrastructures utilisées pour les activités scolaires
- des photos d'élèves et du personnel....

Nous avons également pu nous rendre compte de la popularité de la structure dans le quartier.

Les points forts du projet sont :

1. sa cible : des jeunes malades mentaux,
2. le secteur d'intervention : l'éducation.

Remarque sur le projet

A. Le budget du projet, bien que ne présentant pas toutes les rubriques évoquées souffre aussi de certaines confusions.

Les fournitures scolaires sont à la fois mentionnées comme :

- Dons (cf. page 05) ,
 - Contribution du demandeur (page 14)
 - Faisant partie de la contribution demandée à la Mission de Coopération de Luxembourg (page 13)
- Interpellée sur cette question, la promotrice a dit qu'il s'agissait probablement d'une erreur et que le montant consacré au matériel pédagogique ne fait pas partie de la requête à la Mission de Coopération de Luxembourg.

B. Le caractère communautaire du projet reste à prouver En effet, certains élèves versent des mensualités de 50 000 Fcfa pour bénéficier des cours.

CONCLUSION

Le financement de ce projet mérite d'être reconsidéré.

Personnes rencontrées :

- Madame Estelle Corval, promotrice

*à approfondir.
Maintien sous revue.*

Nom du projet : Projet de renforcement des connaissances et pratiques en nutrition / santé pour les mères et les enfants de 0 à 3 ans en milieu urbain.

Promoteur : Association pour le Développement Intégré au Sénégal (ADIS).

Dossier n° 41

Montant sollicité : 5 000 000 f

ADIS est une ONG sénégalaise qui intervient dans différentes localités et s'active dans les domaines de la sécurité alimentaire, environnement, genre et développement, éducation, santé..... Elle est connue dans le milieu des ONG et est membre du Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD). L'ONG a eu à bénéficier de plusieurs financements. Le dernier en date est celui du Programme de Lutte Contre la Pauvreté.

La promotrice est Secrétaire Générale de la structure et en assure la direction. Elle a une bonne compréhension du projet et fait montre d'un engagement certain. Les autorités de la localité d'intervention, notamment le maire, connaissent l'ONG à travers des interventions antérieures. La promotrice attend d'être financée pour porter l'information aux autorités.

L'ONG bénéficie d'une bonne image surtout dans la localité où le projet sera exécuté : Wakhinan Nimsat Guédiawaye. L'ONG est officiellement reconnue. Les activités décrites dans le projet ont été réalisées par l'ONG dans le passé : démonstrations culinaires, visites à domiciles pour un suivi rapproché des mères et des enfants, interventions des relais.

Le Ministère de la Santé, partenaire dans le projet, a promis, selon la promotrice d'assurer une dotation en médicament de 200 000 f cfa en cas de mobilisation du financement de la mission de la Coopération du Luxembourg.

CONCLUSION

L'ONG capitalise une large expérience dans le domaine ciblé. La promotrice est engagée et maîtrise son domaine. Ce projet mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- **Madame Marième Wane Ly, Secrétaire Général ONG ADIS**

*Maintenu sous
réserve - zone
d'intervention = PLNR.*

Nom du projet : Projet Suxali gancax ak suuf de régénération du couvert végétal et de restauration des sols dans le terroir de Pambal.

Promoteur : Association Ndey Ji seex.

Dossier n° 6

Montant sollicité : 4 975 500 f

La mission a comporté deux séances de travail à Kër Baba Alima (siège de la FALP), et) à Thiès chez le président de l'association Ndey Ji Seex.

A Kër Baba Alima, la séance de travail a regroupé le chef de village, un notable et deux responsables de Ndey Ji Seex. Lors de notre passage, les femmes et beaucoup de notables étaient absents suite à un décès dans un autre village.

Les différentes séances de travail ont permis de vérifier l'existence réelle et l'implication des promoteurs du projet et des bénéficiaires. Il s'agit de la fédération And Liggeey Pambal (FALP) qui regroupe 08 villages dont 05 sont impliqués dans le projet (Kër Baba Alima, Njaxate Gormou, Dunaan, Xax et Kaadaan). La fédération (FALP) est dirigée par un bureau qui s'appuie sur des commissions techniques.

L'image des promoteurs dans la localité est bonne parce qu'ils ont eu à collaborer avec les populations dans le cadre du projet PREVINOBA, et du projet Eau Vive qui a permis l'approvisionnement en eau potable de la localité.

Le promoteur oeuvre dans le cadre du Développement Communautaire multisectoriel. Il maîtrise bien le projet qui est une résultante de la collaboration antérieure avec les bénéficiaires.

Le chef de village de Kër Baba Alima est bien au courant du projet et de ses objectifs. Les mécanismes de mise en œuvre du projet sont précis.

Remarques :

- L'association ne dispose que de comptes bancaires spéciaux (CNCA/PAPA, CBAO/CNLS)
- L'association ne dispose pas encore d'un local. Elle est sous couvert de ANAFA/Thiès.
- Les procédures administratives et financières existent mais à un état semi-formel
- Les autres partenaires de Ndey Ji Seex sont : CNLS, ACDI, les groupements de Thiès et villages environnants, les autorités locales, le Président de la Croix Rouge, le sous-préfet et le Centre d'Expansion Rural Polyvalent (CERP)

CONCLUSION

Au regard de son expérience antérieure, et de l'implication de la communauté le projet mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- **Mouhamed Gaye,** *Chargé des projets,*
- **Alassane Diallo,** *Coordinateur*
- **Abdoulaye Cissé,** *Chef de village,*
- **Modou Diouf,** *Notable,*
- **Abdourahmane Sow,** *Président de l'association*

Nom du projet : Projet de création d'école maternelle.
Promoteur : Association pour la sauvegarde et le triomphe de l'enfance.
Dossier n° 37
Montant sollicité : 2 205 500 f

L'image du promoteur dans la localité est bonne dans le quartier de Thiaroye. L'entretien avec les responsables de l'association a permis de vérifier l'engagement réel du promoteur dans le projet.

Le promoteur maîtrise bien le projet qui constitue une sorte d'extension de l'Ecole Communautaire actuelle. L'impact du Programme de Nutrition Communautaire (PNC) a facilité l'implantation de l'école et l'implication des populations, surtout celle des femmes encadrées qui sont à l'origine de l'idée de projet. Les populations et le délégué de quartier connaissent mieux l'école communautaire.

Les principales structures partenaires sont : Aide et Action, Enda Jeunesse Action, VECO, IDEN Thiaroye.

Les mécanismes de mise en œuvre du projet sont définis. La vérification physique a été faite en ce qui concerne d'abord :

- Les réalisations du promoteur,
- Les investissements et ressources déclarées,
- Les pièces administratives et juridiques du projet
- Les conditions de réalisation décrites,

CONCLUSION

Le projet mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- Bassirou SOW *President Astre*
- Bolo MBAYE *Membre, Monitrice prescolaire*
- Moussa Kemo TOURE *Membre, Maître CM2, Responsable pédagogique*
- Baba SOW *Maître CI*
- Lalia KANE *Membre, Monitrice*
- Sire DIA *Maître CE1*
- Mbaye DIAGNE *Délégué de Quartier Grand Thiaroye 5*
- Fatou NDOUR *Parente d'élèves.*

Nom du projet : Projet d'alphabétisation de transition en langue mancagne.

Promoteur : PKUMEL

(Association pour la revalorisation de la culture Mancagne).

Dossier n° 36

Montant sollicité : 4 346 250 f

Les promoteurs ont une bonne image dans la localité du fait de leurs nombreuses publications et aussi à cause de leur mutuelle d'épargne et de crédit. Ils ont une bonne maîtrise du projet pour avoir effectué l'opération à plusieurs reprises et parce qu'ils en sont les concepteurs. Les questions-réponses ont permis de le vérifier.

Le degré d'implication des partenaires impliqués peut se mesurer à ce que la Société Internationale de Linguistique (SIL) prend en charge les questions scientifiques (codification de la langue, réécriture des manuels)

Le projet concerne une minorité ethnique (les mancagnes). Nous ne pensons pas que cela soit négatif puisque les actions des promoteurs permettent de codifier une langue qui ne l'était pas et d'alphabétiser des populations qui ne sauraient être marginalisées.

Les réalisations déclarées des promoteurs ont été vérifiées. Il s'agit notamment des manuels, de l'existence de partenaires, de l'existence de la mutuelle d'épargne et de crédit. Nous avons également pu vérifier le récépissé de reconnaissance officielle enregistré sous le numéro 8472 M. INT DAGAT/ DEL/ AS .Et le numéro (04004430-01-D) du compte courant de l'association au crédit Agricole de Ziguinchor.

Les informations fournies sont donc conformes à l'existant.

CONCLUSION

Le projet bénéficie de structure d'accueil, de promoteurs engagés. Il mérite d'être financé.

Personnes rencontrées :

- **Dominique Campal,** *Président de l'association,*
- **Jacques Toupane,** *Président de la commission socio éducative,*
- **Colonel Boissy,** *Conseiller de l'association,*
- Et 8 autres personnes du bureau

Nom du projet : Projet d'ouverture d'un bureau conseil de Médina Gounass.

Promoteur : Eclaireuses et Eclaireurs de Guédiawaye

Dossier n° 68

Montant sollicité : 4 115 000 f

Il ressort des entretiens que les responsables ont une maîtrise parfaite de leur projet ; il est apparu qu'ils sont à la base de sa conception.

Les promoteurs jouissent d'une bonne image dans la localité ; l'éducation de plus de trois cents enfants leur est confiée par des parents soucieux du devenir de leur progéniture ; les autorités accordent une attention particulière à leurs activités ; toutes leurs manifestations sont autorisées par le préfet du département.

Les EEDS constitue une association non politique ; les responsables de Guédiawaye n'ont pas le temps de militer dans des partis politiques.

Les expériences de l'organisation sont avérées ; le projet n'est pas en concurrence avec le bureau conseil des adolescents implantés au CDEPS de Guédiawaye ; au contraire, le schéma défini permet des relations de complémentarité par le système de référence en cas de besoin en soin ou en dépistage.

L'approche des pairs éducateurs expérimentée par les éclaireurs à travers leurs nombreux projets réalisés précédemment constitue une innovation majeure dans l'animation du bureau conseil. En plus, la promotion d'activités génératrices de revenus dans le local qui abrite le bureau conseil contribue à rendre anonyme la fréquentation et à assurer la pérennité de l'action. En effet par l'aménagement d'un télécabine, l'installation d'une buvette, et la projection de films, les éclaireurs diversifient les offres de services, réduisent par la même occasion les risques de stigmatisation et génèrent surtout des revenus susceptibles de financer les programmes au-delà de la durée du projet.

CONCLUSION

Nous proposons de confirmer la sélection définitive du projet puisque les expériences sont avérées et que l'action n'entre pas en concurrence avec le centre conseil des adolescents.

Personnes rencontrées :

- **Assane Ndour :** *Commissaire du district des EEDS de Pikine Guédiawaye*
- **Issa Faye :** *Commissaire au programme du district des EEDS de Pikine Guédiawaye*
- **Khassim Touré :** *Commissaire à la communication du district de Pikine Guédiawaye*

Nom du projet : Projet de consolidation des initiatives économiques et sociales de jeunes personnes handicapées dans Dakar et sa banlieue.

Promoteur : Association pour une Dynamique de Progrès Economique et Social (ADPES).

Dossier n° 132

Montant sollicité : 5 000 000 f

Les promoteurs et les bénéficiaires ont décrit parfaitement le projet ; il est apparu que l'idée provenant des bénéficiaires a été bien conçue par les promoteurs.

Les promoteurs sont crédibles aux yeux des bénéficiaires ; ils jouissent également d'une bonne réputation auprès des services étatiques ; cela se traduit par la qualité des rapports qu'entretiennent l'ADPES et les autorités de tutelle.

Les promoteurs (ADPES) et les bénéficiaires (UJHAD) ne sont d'aucune couleur partisane.

L'ADPES constitue une ONG qui témoigne de plusieurs réalisations managées par une équipe de treize personnes ayant leurs bureaux dans un imposant immeuble de quatre appartements à la cité Scat urbam. De l'avis des bénéficiaires, la collaboration avec l'ADPES a déjà permis la promotion de plusieurs dizaines de personnes handicapées à Dakar et sa banlieue à travers le financement de micro projets d'insertion. Le financement de Cooplux devrait consolider les acquis par un renforcement des capacités des bénéficiaires et la promotion des micro projets qui ont été prévus dans un programme précédent et qui n'ont pas pu être financés.

CONCLUSION

Nous proposons de confirmer la sélection définitive du projet.

Personnes rencontrées :

- Daouda Bâ : *Coordonnateur des programmes de l'ADPES, responsable du projet des personnes handicapées*
- Djadji Guéye : *Responsable administratif et financier de l'ADPES, gestionnaire des fonds de crédits*
- Mangoné Sakho : *Président de l'union des jeunes handicapés de Dakar (bénéficiaires)*
- Alpha Ndiongue : *Secrétaire général de l'Union des Jeunes Handicapés de Dakar.*

Nom du projet : Projet d'insertion des handicapés de Yeumbeul- Pikine.

Promoteur : FONEES (Mutuelle d'Epargne et de Crédit des EEDS), Dakar

Dossier n° 75

Montant sollicité : 4 925 000 f

Principaux enseignements :

- Maîtrise du projet

Les entretiens avec les promoteurs et les bénéficiaires ont montré que le projet est une initiative des bénéficiaires ; l'idée a été mûrie par les membres de la cellule de SOS Handicap Réinsertion de Pikine et conçue techniquement par le FONEES.

- Image des promoteurs

Le FONEES est reconnue par le Ministère des Finances et bénéficie de la confiance de plusieurs centaines de clients dont en majorité des femmes. Par exemple le Centre de Formation Pratique de Mboro lui a confié depuis trois ans la mission de financement des projets d'insertion socioprofessionnelle de ses élèves ayant terminé leur apprentissage et le financement de populations des villages au alentour du CIFOP sur subvention d'une ONG de scouts et guides du Luxembourg.

La cellule SOS Handicap Réinsertion bénéficie d'une bonne image dans la commune de Yeumbeul Sud où se trouve son siège social. Le maire de la commune, reconnaissant leurs efforts et encourageant leur dynamisme, leur a déjà octroyé un bureau au sein de la maison communautaire ; le réseau regroupant l'ensemble des organisations communautaires de base de Yeumbeul Sud leur fait confiance également ; ils occupent d'ailleurs deux postes de responsabilités au sein du bureau du ROCBYS (Président de la commission communication et Président de la commission organisation).

- Couleur partisane

Le FONEES et la cellule de Pikine de SOS Handicap Réinsertion sont non politiques.

- Véracité des expériences

Les expériences décrites dans le dossier de projet sont vérifiées tant au niveau du FONEES qu'à celui de la cellule SOS Handicap Réinsertion de Pikine.

CONCLUSION

Nous proposons de confirmer la sélection définitive du projet.

Personnes rencontrées :

Fatou Kane : *Gestionnaire du Fonees,*

Abdou Kogna Diop : *Président de SOS Handicap Réinsertion / Cellule de Pikine*

Moustapha Samb : *Président de la commission organisation / Cellule de Pikine*
 Ndèye Ami Diop : *Présidente des femmes de la cellule de Pikine*
 Ndèye Ndiaye : *Trésorière de la cellule de Pikine*
 Mansour Bâ : *Membre de SOS Handicap Réinsertion / Cellule de Pikine*

CREDIT PHOTOS

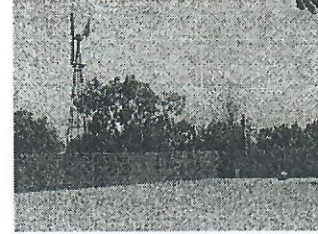
Ecole de Ndoucoumane. Région de Thiès



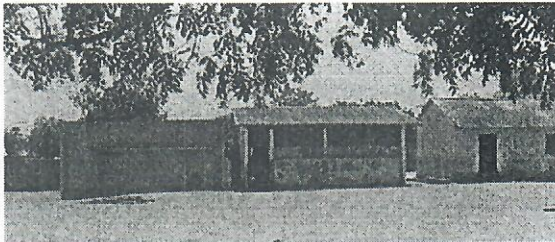
Entrée principale
De l'Ecole de Ndoucoumane



Vue d'intérieure de l'école



Partie de la cour qui va abriter
le maraîchage



Autre vue de l'école de Ndoucoumane

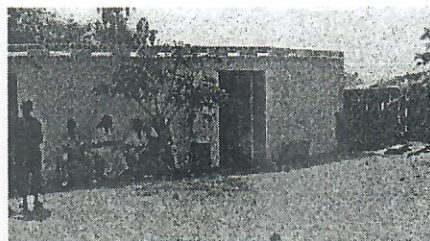


Indication d'un financement récent de l'école

La case de santé de Mbeubeuss. Région de Dakar



L'infirmier chef
à son bureau



La case de santé
avec son personnel



Vue d'extérieur du centre